

Unité départementale de l'Aisne  
25 rue Albert THOMAS  
02100 Saint Quentin

Soissons, le 21/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**DSP France SAS**

**RUE DES GRANDS NAVOIRS PROLONGEE**

**B.P. 48**

**02300 Chauny**

Références : 25-488  
Code AIOT : 0005100190

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/10/2025 dans l'établissement DSP France SAS implanté RUE DES GRANDS NAVOIRS PROLONGEE B.P. 48 02300 Chauny. L'inspection a été annoncée le 06/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DSP France SAS
- RUE DES GRANDS NAVOIRS PROLONGEE B.P. 48 02300 Chauny
- Code AIOT : 0005100190
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

DSP Chauny fabrique des résines échangeuses d'ions, des résines adsorbantes et des catalyseurs. Ce site est le plus grand site de fabrication de résines échangeuses d'ions et de résines adsorbantes au monde. Ces résines sont utilisées à travers diverses applications dans le traitement de l'eau, l'industrie alimentaire, les produits pharmaceutiques, la purification des produits miniers, l'énergie, les bioprocédés, la formulation chimique ou encore la catalyse. L'établissement est classé Seuil Haut par dépassement direct des seuils associés aux rubriques 4130-2, 4610 et une rubrique 47xx (rubrique et intitulé précisés en annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 21/12/2018).

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN25 Prélèvements envtx

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mesure de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement	AP Complémentaire du 21/12/2018, article 10.2.1.2	Sans objet
2	Bilan environnement annuel	Arrêté Préfectoral du 07/02/2017, article 10.4.1	Sans objet
3	Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance	Arrêté Préfectoral du 07/02/2017, article 10.3.1	Sans objet
4	Autosurveillance des émissions par bilan	Arrêté Préfectoral du 07/02/2017, article 10.2.1.1	Sans objet
5	Substances concernées par le présent arrêté	AP Complémentaire du 25/10/2021, article 2	Sans objet
6	Cas des événements susceptibles de durer plus d'une journée	AP Complémentaire du 25/10/2021, article 4.3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les points contrôlés ont fait l'objet de réponses conformes par l'exploitant ; seuls quelques observations ont été formulées.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Mesure de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 21/12/2018, article 10.2.1.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, impact des rejets atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant réalise annuellement une campagne de surveillance de la qualité de l'air ambiant sur le paramètre 1.2 dichloroéthane, ainsi que sur le paramètre Toluène.

L'objectif de cette surveillance dans l'environnement est double :

- vérifier le respect des valeurs de qualité du milieu et autres valeurs de référence dans les zones d'impact de l'établissement en tenant compte des sensibilités et activités locales ;
- suivre l'évolution des concentrations en polluants ceci permettant de mettre en évidence un éventuel dysfonctionnement des installations ou les variations suite à une modification de celles-ci.

Cette surveillance fait l'objet d'un protocole validé par l'inspection des installations classées.

Cette campagne est réalisée aux 6 points d'intérêts détaillés ci-dessous :

- Sinceny (Voie ferrée)
- Chauny - Pont Levis
- Chauny - Gare
- Chauny - Nord ouest
- Sinceny - Mairie
- Sinceny - Cité des Glaceries

Dans la mesure du possible, les mesures sont réalisées sur une période où les conditions météorologiques sont représentatives de la rose des vents local. Les conditions de fonctionnement du site sont enregistrées lors des mesures. En relation avec cette surveillance, la vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu sur le site de l'établissement ou dans son environnement proche.

**Constats :**

2 séries de mesures par an ont été réalisées ; les résultats des dernières campagnes ont été transmis à l'inspection à notre demande.

	VTR ug/m <sup>3</sup>	Sinceny (1) V o i e f e r r é e	Chauny (2) Gare	Chauny (3) P o n t L e v i s	Sinceny (4) Ouest	Sinceny (5) Mairie	Chauny (6) N o r d o u e s t
1 . 2 dichloro éthane	3 , 4 (12/2017)	< 2 , 3 ( 2 0 2 2 )	< 2 , 3 ( 2 0 2 2 )	< 2 , 3 ( 2 0 2 2 )	< 2 , 3 ( 2 0 2 2 )	< 2 , 3 ( 2 0 2 2 )	< 2 , 3 ( 2 0 2 2 )
1 . 2 dichloro éthane	3 , 4 (12/2017)	< 1 , 19 ( 2 0 2 3 )	< 1 , 2 ( 2 0 2 3 )	< 1 , 19 ( 2 0 2 3 )	< 1 , 18 ( 2 0 2 3 )	< 1 , 19 ( 2 0 2 3 )	< 1 , 2 ( 2 0 2 3 )

1 . 2 dichloro éthane	3 , 4 (12/2017)	< 0,62 (2024)	< 0,62 (2024)	< 0,62 (2024)	< 0,62 (2024)	< 0,62 (2024)	< 0,62 (2024)
1 . 2 dichloro éthane	3 , 4 (12/2017)	0 , 0 5 (2025)	0,06(2025)	0 , 0 6 (2025)	< 0 , 0 3 (2025)	0 , 0 4 (2025)	0 , 0 4 (2025)
Toluène	19000 (12/2017)	< 0 , 8 (2022)	< 2 , 4 (2022)	< 2 , 4 (2022)	< 2 , 4 (2022)	< 2 , 4 (2022)	< 0 , 8 (2022)
Toluène	19000 (12/2017)	< 1,24 (2023)	1 , 3 1 (2023)	< 1,24 (2023)	1 , 7 9 (2023)	< 1,24 (2023)	< 1,25 (2023)
Toluène	19000 (12/2017)	< 0 , 6 (2024)	0 , 9 (2024)	1 , 0 (2024)	1,1(2024)	< 0 , 6 (2024)	< 0 , 6 (2024)
Toluène	19000 (12/2017)	1 , 5 (2025)	1 , 5 (2025)	1 , 6 (2025)	1 , 5 (2025)	1 , 2 (2025)	2 , 0 (2025)

La campagne 2024 comporte un bilan de l'évolution des résultats entre 2022 et 2024.

Le calcul pour une exposition chronique (plusieurs années) du toluène a été réalisé : le quotient de danger (QD) ou Excès de Risque Unitaire (ERU) s'élève à  $1,05.10^{-4}$  au point 4, et  $3,7.10^{-5}$  au point 6. Le niveau de risque s'avère inférieur à 0,2 (seuil de 1 non atteint).

Remarques :

> La rose des vents présentée dans les rapports 2019 et 2021 n'est pas conforme : inversée et dotée de flèches en lieu et place d'histogrammes.

> Les conditions de fonctionnement du site ne figurent pas dans les rapports transmis.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Le référentiel à suivre pour la présentation de la rose des vents figure au rapport INERIS-201065-2172207-v1 (12/2021).

L'exploitant fera figurer dans ses bilans à venir les conditions de fonctionnement du site (productions en cours, rythme de fonctionnement des ateliers, ...).

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 2 : Bilan environnement annuel**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 07/02/2017, article 10.4.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Bilan

**Prescription contrôlée :**

<p>L'exploitant adresse au Préfet, au plus tard le 1er avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>des utilisations d'eau ; le bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisées.</li> <li>de la masse annuelle des émissions de polluants, suivant un format xé par le ministre chargé des installations classées. La masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement.</li> </ul> <p>L'exploitant transmet dans le même délai par voie électronique à l'inspection des installations classées une copie de cette déclaration suivant un format xé par le ministre chargé de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a saisi le 31/3/2025 sur le site gouvernemental GERP ses données correspondant à l'année 2024 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* consommations d'eau de toutes natures (souterraine, AEP ou de surface) ;</li> <li>* substances rejetées dans l'eau, dans l'air,</li> <li>* déchets éliminés à l'extérieur (74 codes de production).</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Les éventuelles économies d'eau réalisées sont à mentionner dans le champ « commentaire » de GERP.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/02/2017, article 10.3.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète.</p> <p>Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.</p> <p>Si les résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour rechercher l'origine de la pollution et, si elle provient de ses installations, en supprimer les causes.</p> <p>Dans ce cas, il doit en tant que de besoin entreprendre les études et travaux nécessaires pour réduire la pollution de la nappe.</p> <p>Il informe le préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.</p> <p>Sans préjudice des dispositions de l'article R.512-69 du code de l'environnement et conformément au chapitre 10.2, l'exploitant établit avant la fin de chaque mois calendaire un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses du mois précédent.</p>

Ce rapport traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées au 10.1, des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.

Il est adressé trimestriellement à l'inspection des installations classées avant la fin du trimestre suivant.

Les résultats de l'auto surveillance des prélèvements et des émissions, sauf impossibilité technique, sont transmis par l'exploitant par le biais du site Internet appelé GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto surveillance Fréquentes)

#### Constats :

L'exploitant dépose ses résultats sur le site GIDAF :

- le suivi de la légionellose (3 TAR exploitées) montre que la tour aéroréfrigérante du bâtiment n°1 a présenté une anomalie (flore interférente, teneur comprise entre  $10^3$  et  $10^5$ ) en janvier 2025 ; une purge et un traitement choc ont permis de régler ce problème.
- le suivi des rejets d'eaux usées ou pluviales (2 points) est saisi ; les dépassements constatés en 2024 ont fait l'objet de commentaires et mesures correctives.
- les rejets en PFAS ont été suivis entre septembre et novembre 2023 (aucun des 28 PFAS analysés n'est quantifié à une concentration supérieure 100 ng/l).

Le débit journalier est saisi avec les concentrations relevées aux rejets (permettant de calculer un flux journalier).

La synthèse de l'auto-surveillance des rejets (eau, TAR, COV) réalisée est transmise trimestriellement par courriel.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les prochaines déclarations devront :

- faire figurer les résultats d'analyse de la qualité des eaux souterraines (piézomètres et forages de prélèvement) qui ne figurent pas dans la synthèse trimestrielle transmise
- faire figurer dans la synthèse trimestrielle le suivi de la décharge interne (3 piézomètres proposés en 2019 en plus des 4 existants)
- discriminer le toluène parmi les COV analysés
- mentionner les pilotes en cours de test, et modifications envisagées.

Type de suites proposées : Sans suite

#### N° 4 : Autosurveillance des émissions par bilan

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2017, article 10.2.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, PGS

#### Prescription contrôlée :

L'évaluation des émissions par bilan porte sur les polluants suivants :

Paramètre	Type de mesures ou d'estimation	Fréquence

	d'estimation	
COV	Plan de Gestion de Solvant	annuelle

#### Constats :

L'exploitant a transmis les Plans de Gestion des Solvants relatifs aux années 2022, 2023 et 2024. Les produits fabriqués, les processus de fabrication, et les solvants employés sont bien mentionnés.

90 produits (substances et mélanges, organiques ou minérales) émis sont ainsi identifiés.

12 ressortent d'un premier tri et examen, en fonction de leurs usages et risques : seul le méthanol est retenu pour le PGS.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'utilisation des produits, substances et mélanges listés n'est pas systématiquement précisée ; l'exclusion du PGS est à expliciter dans le prochain PGS transmis.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Substances concernées par le présent arrêté

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 25/10/2021, article 2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Post accident de ROUEN

#### Prescription contrôlée :

L'exploitant établit la liste des substances répondant aux dispositions suivantes:

- liste, établie à partir de l'étude de dangers, des substances susceptibles, si elles sont libérées, de générer des effets toxiques irréversibles dans des zones occupées par des tiers ;
- liste, établie à partir de la méthodologie définie dans l'avis du 9 novembre 2017 susvisé et du retour d'expérience, des substances susceptibles, si elles sont libérées, de générer des inconvénients fortes, dont des odeurs, sur de grandes distances (plus de cinq kilomètres).

Cette liste est adressée à l'inspection des installations classées dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Si aucune substance n'est recensée par l'exploitant, celui-ci en informe l'inspection des installations classées dans ce même délai.

Les dispositions des articles 3 et 4 du présent arrêté ne lui sont alors pas applicables.

#### Constats :

La réponse a été apportée par l'exploitant par courrier du 20 septembre 2022 ; les listes de substances sont établies :

- à partir de l'étude de dangers du site : diméthylamine, acrylonitrile, acide chlorhydrique, 1,2 dichloroéthane



- à partir de la méthodologie définie dans l'avis du 9 novembre 2017 : triméthylamine, diméthylamine

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 :** Cas des événements susceptibles de durer plus d'une journée

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 25/10/2021, article 4.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Post accident de ROUEN

**Prescription contrôlée :**

Dans le cas d'un événement susceptible de conduire à la libération d'une des substances visées à l'article dans des conditions pour lesquelles les effets seront perceptibles plus de 24 heures, l'exploitant fait réaliser, à ses frais, des prélèvements et des mesures par un organisme avec lequel il est indépendant.

Des modalités analogues à celles présentées à l'article 4.2 sont définies par l'exploitant pour garantir que les prélèvements et les mesures pourront être effectués durant les premiers temps de l'évènement, dans l'attente de la mobilisation de l'organisme.

L'exploitant tient à la disposition de l'Inspection des installations classées, soit un contrat passé avec au moins un organisme spécifiant sa capacité d'intervention dans des délais compatibles avec la cinétique de l'évènement, soit la preuve de l'accord préalable d'au moins trois organismes et de leur engagement de disponibilité.

Pour les substances non couvertes par une méthode reconnue de prélèvement ou de mesure et susceptibles de générer des effets toxiques irréversibles dans des zones occupées par des tiers, l'exploitant propose, dans la mesure du possible, une méthode alternative de mesure de la concentration (molécule traceur, méthode non normée mais permettant d'obtenir des résultats représentatifs...).

**Constats :**

L'exploitant a adhéré en mai 2022 au Dispositif d'Urgence Qualité de l'Air Mutualisé (DUQAM) piloté par ATMO Hauts de France. La convention 2022-2024 a fait l'objet d'un avenant pour être renouvelée par tacite reconduction annuelle à compter du 1/1/2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite